



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	1/21	29/11/2010

MARSEILLE

CONDITIONS PARTICULIERES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL :	URBASER ENVIRONNEMENT 1140 avenue Albert Einstein BP 51 34935 Montpellier cedex 09 France Tél. : 33 (0)4 67 99 41 00 Fax : 33 (0)4 67 99 41 01 N°TVA Intra. : FR 10 484 595 574
PERSONNE(S) REPRESENTANT L'ENTREPRENEUR GENERAL:	Mr. Luis de la PARTE Directeur Projet EvéRé
LE SOUS-TRAITANT:	ASSYSTEM FRANCE 70 bd de Courcelles 75017 PARIS France N°TVA Intra. : FR 45 404 271 470
PERSONNE(S) REPRESENTANT LE SOUS-TRAITANT :	ASSYSTEM France 22 avenue Viviani 69200 Vénissieux France Tél. : 33 (0)4 37 54 17 19 Fax : 33 (0)4 37 69 03 04 Mr Jean-Paul BRASSEAU Directeur activité environnement
Référence du Contrat :	Construction du centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique
Définition des prestations:	<u>Contrat initial</u> : Etude, fourniture, livraison et mise en service du lot 23 A système contrôle commande <u>Avenant 1</u> : Régularisation des travaux supplémentaires et réalisation des armoires surpresseurs A, B, C & D <u>Avenant 2</u> : Travaux selon détail précisé à l'article 3 <u>Avenant 3</u> : Travaux selon détail précisé à l'article 3 <u>Avenant 4</u> : Travaux selon détail précisé à l'article 3 <u>Avenant 5</u> : Travaux selon détail précisé à l'article 3



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	2/21	29/11/2010

MARSEILLE

Prix du Contrat initial :	1 400 000,00 Euros hors Taxes
Prix de l'avenant 1 :	137 362,50 Euros Hors Taxes
Prix de l'avenant 2 :	150 878,00 Euros Hors Taxes
Prix de l'avenant 3 :	362 869,00 Euros Hors Taxes
Prix de l'avenant 4 :	92 000,00 Euros Hors Taxes
Prix de l'avenant 5 :	16 530,00 Euros Hors Taxes
Prix du Contrat révisé :	2 159 639,50 Euros Hors Taxes

Délais :	Selon délais détaillés au paragraphe 12
----------	---



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	3/21	29/11/2010

MARSEILLE

TABLE DES MATIERES

3					
4	CONDITIONS PARTICULIERES				1
5	1 FORMATION DU CONTRAT				5
6	2 DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE				5
7	3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT				5
8	4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS				6
9	5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE SOUS-TRAITANT				6
10	6 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR GENERAL				6
11	6.1 LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR GENERAL AVEC LE CONTRAT				6
12	6.2 FOURNITURES, SERVICES ET ASSISTANCE A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR GENERAL				6
13	7 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT				6
14	8 PRIX - VARIATION DANS LES PRIX				7
15	8.1 ETABLISSEMENT DES PRIX				7
16	8.2 BORDEREAU DES PRIX				7
17	8.3 BORDEREAU DES PRIX OPTIONNELS				7
18	8.4 ACTUALISATION DES PRIX				7
19	9 PENALITES				8
20	10 CONDITIONS DE PAIEMENT				8
21	10.1 TERMES DE PAIEMENT				8
22	10.2 PAIEMENT				8
23	11 FACTURATION ET CORRESPONDANCES				8
24	12 DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION				8
25	12.1 CONTRAT INITIAL				8
26	12.2 AVENANT 1				9
27	12.3 AVENANT 2				10
28	12.4 AVENANT 3				10
29	12.5 AVENANT 4				10
30	12.6 AVENANT 5				10
31	13 GARANTIE CONTRACTUELLE				11
32	13.1 CONSISTANCE DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE				11
33	13.2 GARANTIES DE PERFORMANCES				11
34	14 ASSURANCES				11
35	14.1 ASSURANCE TRC				11
36	14.2 DISPOSITIONS COMMUNES				11
37	14.3 DATE DE JUSTIFICATION DES ASSURANCES				11
38	14.4 SURPRIME				11
39	15 TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA)				11
40	16 MODIFICATIONS				12
41	17 HYGIENE - SECURITE - POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES				
42	D'ACHAT)				12
43	18 BASE-VIE				12
44	18.1 COMPTE INTER ENTREPRISE				12
45	19 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT				13
46	ANNEXE 1 - BORDEREAU DES PRIX				14
47	ANNEXE 2 - BORDEREAU DES PRIX OPTIONNELS				16
48	ANNEXE 3 - MODELE DE CAUTIONNEMENT DE DISPENSE DE RETENUE DE GARANTIE SUR MARCHÉ PRIVE				17



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	4/21	29/11/2010

MARSEILLE

49	ANNEXE 4 – MODELE DE CAUTION DE RESTITUTION D'ACOMPTE	19
50	ANNEXE 5 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI)	20
51		



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	5/21	29/11/2010

MARSEILLE

1 FORMATION DU CONTRAT

ENTRE

d'une part,

Urbaser Environnement S.A.S., ci-après dénommé l'Entrepreneur Général, dont le siège social 1140 avenue Albert Einstein, BP51, 34 935 Montpellier cedex 09 France, représentée par Monsieur Luis de la PARTE, Directeur Projet EvéRé, qui a décidé de confier les Prestations définies au présent Contrat,

ET

d'autre part,

Assystem France, ci-après dénommé le Sous-traitant, dont le siège social est 70 bd de Courcelles, 75017 PARIS, France, représenté par Monsieur Jean-Paul BRASSEAU, Directeur Activité Environnement, qui accepte d'accomplir ces mêmes Prestations dans les conditions du présent Contrat.

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE

- Les présentes Conditions Particulières n°UE 2116 C D 173 F.
- Les Conditions Générales d'Achat de Travaux et de Sous-traitance n°0720 PR00 012 B hors dérogations suivantes :
 - o L'intégralité des réserves, objet du courrier du 14 décembre 2007 de SPIE Sud Ouest, et notamment celles relative à l'article 14 intitulé « Assurances », seront appliquées dans leur intégralité.
 - o Article 15.1 : La prise en charge des frais par le Sous-traitant sera dans la limite de +10% du montant restant à facturer
 - o Article 27 : Le cas de suspension n°2, à savoir la suspension du marché pour des raisons de sécurité est de la responsabilité de l'Entrepreneur Général. En cas d'activation de cette clause, un principe d'indemnisation sera établi entre l'Entrepreneur Général et le Sous-traitant.
- L'intention de commande 280408 URB ASS 001 du 28 avril 2008.
- Le CCTP ING SIT SE 0 121 F.
- Le Cahier des Garanties Souscrites d'ABB.
- Le planning prévisionnel URB SIT PL 0 002 E.
- Les mails des 26 juin et 6 juillet 2009.
- Le fichier récapitulatif des travaux supplémentaires du 26 juin 2009.
- Le mail du 31 juillet 2009 et l'offre AFR-TS-4185-P4077-PTC-001-0B-A du 3 août 2009.
- L'offre AFR-TS-4185-7P4036-PTC-00103-C du 30 mai 2008.
- Les offres relatives à l'avenant 2 :
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-004-01-A du 21 octobre 2009
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-005-01-A du 6 novembre 2009
 - o AFR-TS-4185-P4077-PTC-NGA-003-A du 30 octobre 2009
 - o AFR-TS-4185-P4077-PTC-NGA-002-B du 24 septembre 2009
- Les offres relatives à l'avenant 3 :
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-007-01-A du 8 décembre 2009
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-015-01-C du 16 mars 2010
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-018-01-1 du 16 mars 2010
- Les offres relatives à l'avenant 4 :
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-024-01-A du 26 Avril 2010
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-021-01-B du 20 Mai 2010
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-027-01-C du 27 Mai 2010
- Les offres relatives à l'avenant 5 :
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-031-01-A du 25 juin 2010
 - o AFR-TS-4185-14896-PTC-032-01-A du 13 juillet 2010

3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Contrat initial : Etude, fourniture, livraison et mise en service du lot 23A système contrôle commande

Avenant 1 :

- Régularisation des travaux supplémentaires (hors poste à 22500€ qui est refusé par l'Acheteur et hors poste « valorisation des écarts selon liste E/S » de 11027 € HT qui va continuer à être évolutif et qui fera l'objet d'un avenant vers le mois d'octobre de décembre 2009 suite aux évolutions du projet.
- Réalisation des armoires surpresseurs A, B, C & D

Avenant 2 :

- Travaux supplémentaires concernant les surpresseurs A-BCD, LAG1, LAG2 & LAG3
- Convertisseurs RS485/232 Fibre Optique
- Coupleur DP/DP



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	6/21	29/11/2010

MARSEILLE

Avenant 3 :

- Poste 1 : Régularisation des travaux supplémentaires relatifs au devis AFR-TS-4185-14896-PTC-007-01-A du 8 décembre 2009
- Poste 2 : Régularisation des travaux supplémentaires relatifs au devis AFR-TS-4185-14896-PTC-015-01-C du 16 mars 2010
- Poste 3 : Régularisation des travaux supplémentaires relatifs au devis AFR-TS-4185-14896-PTC-018-01-1 du 16 mars 2010

Avenant 4 :

- Poste 1 : Modification de la matrice de sécurité
- Poste 2 : Chantier et automation complémentaires du portique maturation
- Poste 3 : Modifications au 27/05/2010

Avenant 5 :

- Poste 1 : Mise en place d'un coffret en charge de piloter le déplacement des navettes maturation sur les trappes tunnel
- Poste 2 : Automatisation de 2 ventilateurs de refroidissement

4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Documents d'étude : Urbaser Environnement
Route du Quai Minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu Dit Caban Sud
13270 Fos sur Mer
France
Contact : Bruno Alzina

S'pace Architectes Associés
111 rue Molière
94200 Ivry-sur-Seine
France
Contact : Gérard N'Guyen

Fournitures et travaux : Urbaser Environnement
Route du Quai minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu dit Caban Sud
13 270 Fos sur Mer
France
Contact : Bruno Alzina

5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE SOUS-TRAITANT.

Selon la liste mentionnée dans le DCE et tels que décrits dans les Conditions Générales d'Achat.

6 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR GENERAL.

6.1 Liste des documents fournis par l'Entrepreneur Général avec le Contrat

Selon la liste mentionnée dans le DCE.

6.2 Fournitures, services et assistance à la charge de l'Entrepreneur Général.

- Aire de stockage des équipements.
- Constructions de génie civil et massifs supports des équipements.

7 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT

- Conditionner le matériel livré sur site, afin qu'il soit protégé de tous dommages inhérents aux activités normales du chantier, entre la date de livraison et celle de montage et mise en service.
- Tous les autres termes et conditions relatifs aux Obligations du Sous-traitant dans les Conditions Générales restent valides.

Le Sous-traitant ne pourra introduire aucun changement dans le Projet, matériels ou moyens d'exécution sans autorisation écrite de l'Entrepreneur Général.



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	7/21	29/11/2010

MARSEILLE

De manière générale le Sous-traitant est l'unique responsable de l'exécution correcte des travaux qui lui sont confiés, en les accompagnant des documents contractuels correspondants et au minimum avec ceux stipulés dans les Conditions Générales d'Achat. Il remplira les spécifications techniques convenues, les réquisits additionnels de l'Entrepreneur Général, et emploiera les usages et termes de bonne pratique qui établissent les normes ou codes nationaux et internationaux.

L'Entrepreneur Général se réserve le droit de récuser les moyens, tant humains que matériels, qui seraient utilisés pour l'exécution des travaux, et le Sous-traitant s'engage à les substituer immédiatement par ceux qu'il jugerait adéquats. Dans les critères de récusation et d'adéquation, ceux de l'Entrepreneur Général prévaudront.

Le Sous-traitant devra prendre en compte toutes les normes de l'environnement local, national, ainsi que celles en vigueur dans l'Union Européenne.

Sont également à la charge du Sous-traitant, le déchargement et l'installation mécanique de tous les matériels faisant l'objet de ce contrat, incluant aussi bien tous les moyens matériels (grues de déchargement et / ou de positionnement, outils et moyen d'ancrage des équipements au sol, d'ancrage rapide, vestiaires, moyens auxiliaires de montage...) que les moyens humains (personnel qualifié, ouvriers, équipements de protection individuelle homologuée...).

Pendant les travaux de montage, un état d'ordre et de propreté correct sera maintenu et respecté sur toutes les installations du chantier, et en particulier sur les zones affectées directement par les travaux réalisés.

Il sera accordé une attention particulière aux matériels et/ ou déchets qui pourraient être toxiques et dangereux pour la santé des personnes, et que ces produits comme les déchets provenant de ceux-ci, soient, à tout moment identifiés et stockés correctement pour pouvoir permettre leur postérieure gestion/ élimination par l'Entrepreneur Général.

Le Sous-traitant devra faire parvenir à l'Entrepreneur Général un état mensuel d'avancement de la prestation (document à remettre le 21 de chaque mois) indiquant les informations suivantes :

- Pourcentage d'avancement des études
- Pourcentage d'avancement des approvisionnements
- Pourcentage d'avancement de la fabrication
- Pourcentage d'avancement du montage sur site

8 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX

8.1 Etablissement des prix.

Prix global forfaitaire du Contrat initial : **1 400 000,00 Euros** (Un million quatre cent mille Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 1 : **137 362,50 Euros** (Cent trente sept mille trois cent soixante deux Euros et cinquante centimes) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 2 : **150 878,00 Euros** (Cent cinquante mille huit cent soixante dix huit Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 3 : **362 869,00 Euros** (Trois cent soixante deux mille huit cent soixante neuf Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 4 : **92 000,00 Euros** (Quatre vingt douze mille Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 5 : **16 530,00 Euros** (Seize mille cinq cent trente Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire du Contrat révisé : **2 159 639,50 Euros** (Deux millions cent cinquante neuf mille six cent trente neuf Euros et cinquante centimes) Prix hors taxes

Le prix du contrat est celui fixé ci-dessus, ferme et non révisable.

8.2 Bordereau des prix.

Voir Annexe 1

En cas de variation de +/- 5 % du nombre d'entrées/sorties, le prix ne sera soumis à aucune incidence financière.

Base de référence : 9000 points globaux dont 2600 points d'E/S physiques.

8.3 Bordereau des prix optionnels.

Voir Annexe 2

8.4 Actualisation des prix.

Sans objet



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	8/21	29/11/2010

MARSEILLE

9 PENALITES

En cas de retard par rapport aux dates clés spécifiées à l'article 12, les pénalités applicables sont les suivantes :

- 0,1 % par jour calendaire de retard

L'Entrepreneur Général appliquera les pénalités après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours après sa réception.

Les pénalités sont plafonnées à 7,5 % du montant global du présent contrat, forfaitaires et libératoires de toutes autres indemnités mais non libératoire des obligations du Sous-traitant.

10 CONDITIONS DE PAIEMENT

10.1 Termes de paiement

10.1.1 Contrat initial, avenants 1, 2 & 4

- 15 % à la signature du présent contrat, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de restitution d'acompte de 15 % libérable à la livraison des principaux équipements sur site.
- 75 % sur situation mensuelle le 21 de chaque mois, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la fin des essais et remise des DOE, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la réception du CTM, au plus tard le ~~30 octobre 2009~~ 31 mars 2010, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de garantie libérable à la fin de la période de garantie contractuelle.

10.1.2 Avenant 3

- Travaux relatifs au Poste 1 : Selon les termes de paiement du contrat initial
- Travaux relatifs au Poste 2 : Selon les termes de paiement du contrat initial
- Travaux relatifs au Poste 3 :
 - 25 000,00 € au Jalon n°1 tel que défini à l'Article 12.4
 - 35 000,00 € au Jalon n°2 tel que défini à l'Article 12.4
 - 50 000,00 € au Jalon n°3 tel que défini à l'Article 12.4
 - 100 000,00 € au Jalon n°4 tel que défini à l'Article 12.4

10.1.3 Avenant 5

- 100 % à réception de facture

Les modèles de garantie bancaire sont joints en annexe.

10.2 Paiement

Par l'Entrepreneur Général

11 FACTURATION ET CORRESPONDANCES

Selon les conditions Générales d'Achat.

Adresse de la facturation :

Urbaser Environnement
Route du Quai minéralier
ZI de Fos sur Mer
Lieu dit Caban Sud
13 270 Fos sur Mer
France

12 DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION

12.1 Contrat initial

T0 représente le jour de l'envoi de l'intention de commande.

Les délais prévisionnels d'exécution sont les suivants :

- Zones PRE/BIO/HAL/GAR :



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	9/21	29/11/2010

MARSEILLE

- 284 o Fin des essais plateforme : 15 décembre 2008
285 o Fin des essais synchros : 15 janvier 2009
286 o Fin des essais à froid : 30 janvier 2009
287 • **Zones TMB/MET/DIG/BRS/STEP :**
288 o Fin des essais plateforme : 15 janvier 2009
289 o Fin des essais synchros : 15 février 2009
290 o Fin des essais à froid : 2 mars 2009
291 • **Zones ADM/PGA/ATE/KRAFT/DIV/MAC :**
292 o Fin des essais plateforme : 15 décembre 2008
293 o Fin des essais synchros : 15 janvier 2009
294 o Fin des essais à froid : 30 janvier 2009
295 • **Réception des travaux :** 2 avril 2009 (au plus tard le 30 octobre 2009)

297 Les dates précises seront communiquées par l'Entrepreneur Général au Sous-traitant avec un préavis minimum de 15 jours
298 calendaires.
299

300 12.2 Avenant 1

301 Les dates relatives aux mises sous tension sont les suivantes :
302

ZONE	activité	sous traitant	mad s/t	mise sous tension
GAR	table basculante 4	sp2i	11/09/09	11/09/09
	table basculante 1 à 3	sp2i	14 au 25/09/09	14 au 25/09/09
	2 ponts spreaders	JPA		semaine 31/2009
HAL	2 ponts grappins	COMETE		semaine 31/2009
	FMA		31/07/09	
	tri primaire alimentateur	VAUCHE	15/08/09	15/09/09
	unité de rechargement	VAUCHE	20/08/09	28/09/09
PRE	tri primaire	VAUCHE	31/07/09	15/09/09
	ventilation	Europe Env.		31/08/08
	SDC F1	GC	?	31/08/08
		PRO	?	
	SDC F1	GC	?	31/08/08
BRS		PRO	?	
BRS	2 BRS	MECATEL	15/07/09	21/09/09
TMB	tri secondaire	VAUCHE	31/07/08	semaine 40
	ventilation	Europe Env.		semaine 40
MET				fin novembre 15/01/2010
				fin novembre 15/01/2010
DIG				fin novembre 15/01/2010
				fin novembre 15/01/2010
DIV				fin novembre 15/01/2010
				fin novembre 15/01/2010



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	10/21	29/11/2010

MARSEILLE

MAT	Mise du compost en tunnel	Vauche	30/11/2009	31/12/09 15/02/2010
	séchage	CHRISTIAENS	01/10/09	31/12/09 15/02/2010
	ventilation	Europe Env.	01/11/09	31/12/09 15/02/2010

BIO nord	ventilation	Europe Env.	01/09/09	15/09/09
----------	-------------	-------------	----------	----------

BIO sud	ventilation	Europe Env.	S39	S41
---------	-------------	-------------	-----	-----

BOU	ventilation	Europe Env.		30/09/09
-----	-------------	-------------	--	----------

PGA				07/09/09
-----	--	--	--	----------

ADM				18/09/09
-----	--	--	--	----------

ATE				18/09/09
-----	--	--	--	----------

STE	step	VEOLIA		01/09/09
-----	------	--------	--	----------

MAC	unité de séchage	Vauché	S39	S41
	traitement mécanique		S41	S43

SIT	surpresseurs eau potable		S35	S37
	pomperie kraft		S37	S39

303

304 12.3 Avenant 2

305 La date de mise en service des travaux relatifs aux devis AFR-TS-4185-P40776-NGA-003-A et AFR-TS-4185-P4077-NGA-002-
306 B est fixée en semaine 51/2009.

307

308 La date de fin des travaux relatifs aux devis AFR-TS-4185-14896-PTC-004-01-A et AFR-TS-4185-14896-PTC-005-01-A est
309 fixée en fin de semaine 49/2009.

310

311 12.4 Avenant 3

312 Poste 1 : travaux réalisés

313 Poste 2 : travaux réalisés

314 Poste 3 : selon planning suivant

- 315 • Jalon n°1 = 12/04/2010 – Début essais à chaud sur lot IRT_BIOGAZ
- 316 • Jalon n°2 = 07/05/2010 – Début essais à chaud sur lot traitement des jus
- 317 • Jalon n°3 = 01/07/2010 – Début essais à chaud sur lot maturation/compostage/lot60
- 318 • Jalon n°4 = 31/09/2010 – Fin de la mise en service de toutes les unités UVO

319

320 12.5 Avenant 4

321 Poste 1 : fin des travaux le 25 juin 2010

322 Poste 2 : fin des travaux le 25 juin 2010

323 Poste 3 : fin des travaux le 9 juin 2010

324

325 12.6 Avenant 5

326 Travaux exécutés



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	11/21	29/11/2010

MARSEILLE

13 GARANTIE CONTRACTUELLE

13.1 Consistance de la garantie contractuelle

La garantie est de 2 ans à compter de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009 pour le contrat principal et l'avenant 1, et au plus tard au 31 décembre 2009 pour l'avenant 2.

La garantie des châssis est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La garantie anti-corrosion est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La période de garantie des matériels défectueux sera réitérée en cas de substitution pour cause d'avarie des équipements pendant la période de garantie, en excluant les pièces d'usure.

13.2 Garanties de performances

Le Sous-traitant garantit les performances telles que définies dans le cahier des garanties souscrites.

14 ASSURANCES

Le titulaire souscrira les assurances telles que spécifiées dans les Conditions Générales d'Achat.

14.1 Assurance TRC

L'Entrepreneur Général a contracté une police d'assurance « TRC ». Une copie de cette police pourra être envoyée au Sous-traitant sur simple demande.

14.2 Dispositions communes

Le Sous-traitant devra prévoir les mêmes obligations d'assurance que celles citées précédemment, de la part de ses sous-traitants, quelles que soient la nature et l'importance des travaux qu'il envisage de leur confier. Il devra vérifier les polices correspondantes et les avenants d'extension qui s'avèreraient nécessaires, dans les 15 jours de l'agrément du sous-traitant.

L'Entrepreneur Général se réserve la possibilité de demander au Sous-traitant la justification des garanties de ses sous-traitants à quelque époque que ce soit.

14.3 Date de justification des assurances

Le Sous-traitant devra justifier de la validité de ses assurances ci-dessus définies au moment de la signature du marché et au moment de la réception des travaux (attestations datant de moins de 1 mois), mais également à tout moment sur demande de l'Entrepreneur Général.

Aucun règlement de solde, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement ne sera établi au profit du Sous-traitant qui ne pourra produire un quitus des assurances, attestant que l'intéressé a intégralement réglé les primes qui lui incombent.

14.4 Surprime

Si par suite d'insuffisances de qualification, de mise en œuvre de procédés non agréés, une surprime était appliquée aux polices de l'Entrepreneur Général, cette surprime serait répercutée au Sous-traitant.

15 TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA)

La propriété des matériels, matériaux et produits devant être mis en œuvre par le Sous-traitant, ses sous-traitants et fournisseurs au titre du présent contrat est transférée à l'Entrepreneur Général à la date de réalisation du 1^{er} des événements suivants :

- Livraison sur le chantier.
- Paiement effectué par l'Entrepreneur Général au Sous-traitant au titre de la livraison sur le chantier des matériels, matériaux et produits en cause.
- Paiement effectué par l'Entrepreneur Général au Sous-traitant au titre de la fabrication du matériel en atelier et en usine.

Les clauses de réserve de propriété incluses dans les commandes et sous-traités conclus par le Sous-traitant pour les besoins du marché ne seront en aucun cas opposables à l'Entrepreneur Général. Le Sous-traitant fait son affaire, sous sa responsabilité de l'introduction dans lesdits commandes et sous-traités de toute clause permettant l'application des présentes dispositions.



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	12/21	29/11/2010

MARSEILLE

Le transfert de propriété visé ci-dessus n'implique en aucun cas le transfert de garde juridique des matériels, matériaux et produits concernés, lequel interviendra lors de la prise en charge des installations au jour de la délivrance du PV de réception sans réserve de l'unité dans les conditions définies au Marché.

16 MODIFICATIONS

Le Sous-traitant s'engage à ne pas retenir, à aucun moment, l'exécution des oeuvres et des services, sauf sur indication expresse de l'Entrepreneur Général ou pour cause de force majeure.

Le Sous-traitant ne pourra, en aucun cas, effectuer une plus grande quantité d'œuvre et de services que celle spécifiée dans la Réquisition et les documents s'y rapportant sans autorisation écrite de l'Entrepreneur Général. En cas de non accomplissement de cette clause, le surplus d'unités réalisé ne sera pas réglé.

17 HYGIENE – SECURITE – POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES D'ACHAT)

Le Sous-traitant ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Entrepreneur Général pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Sous-traitant, pour non-respect par ce dernier de la législation environnementale ou des normes contenues dans le P.G.C.S.P.S..

En particulier, le Sous-traitant s'engage à gérer correctement les déchets toxiques et dangereux qui sont générés en conséquence de ses activités pour l'Entrepreneur Général, ainsi qu'à ne causer aucune contamination du sol. Pour ceci il pourra opter pour son inscription sur le registre des petits producteurs de déchets toxiques et dangereux, auprès de la communauté autonome dans laquelle s'effectue l'œuvre/ le service, dans ce cas il délivrera à l'Entrepreneur Général une copie de la dite inscription ainsi que les documents de contrôle et de suivi qui dérivent de la gestion de ces derniers (laquelle sera menée à bien uniquement par des gestionnaires et transporteurs autorisés), ou que la responsabilité des déchets toxiques et dangereux générés par l'activité sous-traitée soit assumée par l'Entrepreneur Général, en tant que responsable de l'activité. Dans ce cas la gestion des dits déchets lui sera facturée.

Préventions des risques du travail

Le Sous-traitant se voit obligé d'accomplir toutes les dispositions légales, en matière de prévention des risques du travail, étant le responsable de la mise en pratique de ces dernières, ainsi que des conséquences qui dériveraient de son inaccomplissement.

Le Sous-traitant ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Entrepreneur Général pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Sous-traitant, pour le non accomplissement de sa part de la loi de prévention des risques du travail.

Tout le personnel du Sous-traitant devra utiliser les équipements de protection individuelle adéquats et spécifiques pour les travaux à réaliser, en respectant les normes applicables et l'évaluation des risques de leurs postes.

Toute la machinerie, les installations et les équipements de travail fournis par le Sous-traitant, rempliront totalement les conditions exigées, tant au niveau des normes en vigueur qu'au niveau du plan de sécurité et de santé qui leur est applicable (dans le cas de travaux).

Le Sous-traitant est obligé par le présent contrat de fournir la documentation et l'information qui lui est demandée avant le début des travaux en matière de prévention des risques du travail.

Le représentant du Sous-traitant en matière de prévention des risques du travail s'oblige à assister à toutes les réunions de prévention réalisées pendant les œuvres/ services.

Les infractions réitérées en terme de prévention des risques du travail par l'un des employés du Sous-traitant, pourront être un motif de sa substitution.

Une charte verte est applicable pour l'ensemble du chantier. Le cahier des prescriptions environnementales sera joint en annexe au présent document. Le Sous-traitant est tenu à respecter les procédures et les obligations administratives SPE-SIT-NG-0-003.

18 BASE-VIE

18.1 Compte Inter Entreprise

Ce compte sera géré par l'Entrepreneur Général, il affectera les dépenses hors CP tel que :



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	13/21	29/11/2010

MARSEILLE

- La location des bureaux au taux de base de 15€/m²/mois.
- Les locataires devront assurer le nettoyage et l'entretien des surfaces louées.
- La location des bureaux sera majorée de l'entretien des parties communes, circulation, sanitaires (forfait = 140€/mois)
- Les consommations électriques pour les travaux de chantier.
- Les facturations des consommations téléphoniques, informatiques, ADSL, etc.
- Les câblages des réseaux dans les bureaux (forfait à définir).
- Et toutes les autres dépenses qui pourraient être affectées à une seule Entreprise.

Les recettes du Compte Inter Entreprises feront l'objet d'une émission de facture mensuelle avec une régularisation éventuelle par un prélèvement sur les situations de travaux ou DGD.

19 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

Le Contrat entrera en vigueur à la date de signature par les deux parties.

Signatures :

Monsieur Jean-Paul BRASSEAU
Pour le Sous-traitant

Le 29/11 2010

Monsieur Luis de la PARTE
Pour l'Entrepreneur Général

Le 04/01/2011 2010

ASSYSTEM
ENGINEERING & OPERATION SERVICES
22 avenue Viviani
69200 VENISSIEUX
RCS Paris B 444 159 164
Tél. 04 37 54 16 00 - Fax 04 37 54 16 16



URBASER ENVIRONNEMENT SAS
ZI de Fos sur Mer
Route quai Minéralier - Lieu Dit Caban Sud
13778 FOS SUR MER
Tél. : 04 42 02 43 70 - Fax : 04 42 02 43 89



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	14/21	29/11/2010

MARSEILLE

463 **ANNEXE 1 – Bordereau des prix**

464

465

Ref.	Quantité	Désignation	Prix unitaire en € HT	Prix total En € HT
<u>1</u>	1	Suivi de projet	63 250,00	63 250,00
<u>2</u>	1	Etudes électriques armoires automates	91 200,00	91 200,00
<u>3</u>	1	Etudes automatisme niveaux 1 et 2	405 540,00	405 540,00
<u>4</u>	1	Matériel Automates supervision	327 330,00	327 330,00
<u>5</u>	1	Interface pré câblage E/S	38 980,00	38 980,00
<u>6</u>	1	Armoires automates et E/S déportées	140 000,00	140 000,00
<u>7</u>	1	Essais plateforme	24 700,00	24 700,00
<u>8</u>	1	Essais site (3500 heures)	258 900,00	258 900,00
<u>9</u>	1	Formation exploitant	5 300,00	5 300,00
<u>10</u>	1	Pièces de rechange	11 200,00	11 200,00
<u>11</u>	1	Pupitres salles de commandes UVO, TRI	33 600,00	33 600,00
		TOTAL EN EUROS HORS TAXES DU CONTRAT INITIAL		1 400 000,00
		AVENANT 1		
		Régularisation des TS		47 362,50
		Réalisation des armoires surpresseurs A, B, C & D		90 000,00
		AVENANT 2		150 878,00
		AVENANT 3		
		Poste 1		66 793,00
		Poste 2		86 076,00
		Poste 3		210 000,00
		AVENANT 4		
		Poste 1		17 725,00
		Poste 2		22 060,00
		Poste 3		57 204,00
		TOTAL AVENANT RAMENE A		92 000,00
		AVENANT 4		
		Poste 1		14 990,00
		Poste 2		2 030,00



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	15/21	29/11/2010

MARSEILLE

		TOTAL AVENANT RAMENE A		16 530,00
		TOTAL EN EUROS HORS TAXES DU CONTRAT REVISE		2 159 639,50

466



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	16/21	29/11/2010

MARSEILLE

ANNEXE 2 - Bordereau des prix optionnels

Ref.	Désignation	Prix unitaire en € HT
<u>1</u>	Assistance MSI, 1 automaticien (taux journalier, frais d'hébergement inclus)	650,00
<u>2</u>	Astreinte téléphonique (coût hebdomadaire)	450,00
<u>3</u>	CI854AK01 PROFIBUS DP-V1 Communication interface	1 320,00
<u>4</u>	CI801 PROFIBUS DP-V1 Communication Interface	429,00
<u>5</u>	AI825 Analog input 1x4ch.	705,00
<u>6</u>	AO810V2 Analog Output 1*8 channels, 0(4)...20mA	764,00
<u>7</u>	DI810 Digital Input 24V d.c. 2x8 ch	194,00
<u>8</u>	DI880 High Integrity Digital Input 24V. 16 ch.	705,00
<u>9</u>	DO820 Digital Output, Relay. Normal open	186,00
<u>10</u>	DO880 High Integrity Digital Output 24V. 16ch.	1 095,00
<u>11</u>	TU810V1 Compact Module Termination Unit, MTU, 50V.	73,00
<u>12</u>	TU811V1 Compact Module Termination Unit, MTU, 250V.	73,00
<u>13</u>	TU830V1 Extended Module Termination Unit, MTU, 50V.	93,00



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	17/21	29/11/2010

MARSEILLE

ANNEXE 3 – Modèle de cautionnement de dispense de retenue de garantie sur marché privé

CONDITIONS GENERALES :

1. Le présent acte constitue (Nom de l'établissement bancaire), au capital de EUR (en lettres), dont le siège social est à (adresse), caution personnelle et solidaire de ASSYSTEM France, SAS au capital de 19.894.829,75 EUR, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 404 271470, dont le siège social est à PARIS 75017, 70 boulevard de Courcelles, pour le montant du cautionnement auquel est assujettie ASSYSTEM France tel que prévu par la loi n°71584 du 16 juillet 1971 dans le cadre d'un marché privé dont les caractéristiques sont reprises aux conditions particulières ci-dessous.
2. Ce cautionnement ne peut garantir d'autres engagements que ceux de la société ASSYSTEM France et ce, exclusivement dans le cadre d'un marché dont l'exécution se situe en France.
3. Il est expressément stipulé que le présent engagement de caution n'entrera en vigueur qu'après qu'aient été apposées à la fois la signature de (Nom de l'établissement bancaire) représentée par (Nom du représentant habilité), signataire dûment habilité, et celle de la société ASSYSTEM France représentée par Monsieur Gérard BRESCON, Président, et que l'encaissement de la somme prévue au titre de la période de garantie par ASSYSTEM France ait été constaté.
4. En exécution du présent engagement, (Nom de l'établissement bancaire) paiera au bénéficiaire désigné aux conditions particulières les sommes dont ASSYSTEM France serait reconnu débiteur et qui seraient couvertes par le présent engagement, dans le cadre du marché désigné et ce dans la limite du montant indiqué aux conditions particulières.
5. Ledit cautionnement est limité à la somme ci-dessous indiquée sauf à parfaire ou à diminuer s'il y a lieu, en application de l'article 1 de la loi du 16 juillet 1971, le montant étant alors calculé sur la valeur définitive du marché, telle qu'elle doit résulter du marché ci-dessous, à l'exclusion de tous travaux supplémentaires non prévus au marché.
6. Validité : Conformément à l'article 2 de la loi du 16 juillet 1971, ce cautionnement sera libéré à l'expiration d'une année à compte de la date de signature du procès-verbal de réception des prestations, avec ou sans réserves, même en l'absence de mainlevée, si le Bénéficiaire n'a pas notifié à la caution, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à son siège social, son opposition motivée par l'inexécution des obligations d'ASSYSTEM France dûment justifiée.

Cet engagement est couvert par le mécanisme de garantie des cautions, institué par l'article L.313-50 du Code Monétaire et Financier.
7. Le présent cautionnement est régi par le droit français. Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation des présentes sera de la compétence exclusive des tribunaux de commerce de PARIS.

CONDITIONS PARTICULIERES :

8. Bénéficiaire du présent engagement de caution : URBASER Environnement, 1140, avenue Albert EINSTEIN, BP 51, 34935 MONTPELLIER CEDEX 09 (forme sociale, capital social, adresse siège social, immatriculation au RCS)



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	18/21	29/11/2010

MARSEILLE

511 9. Au titre du marché suivant : (Intitulé du marché), (référence du marché), signé le (date de
512 signature), relatif à (objet du marché), d'un montant de (en lettres) EUR.

513 10. Montant de la caution : (en lettres) EUR, acompte représentant (pourcentage en chiffres) % du
514 marché, soit (en lettres) EUR.

515 Fait à (Ville), le (date)

516

517

518

519

520

521

522



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	19/21	29/11/2010

MARSEILLE

ANNEXE 4 – Modèle de caution de restitution d'acompte

CONDITIONS GENERALES

1 - Le présent acte constitue, au capital de EUR, dont le siège social est à, caution personnelle et solidaire de ASSYSTEM au capital de Euros, n° SIREN, dont le siège social est à, pour le remboursement de l'acompte dans le cadre d'un marché privé dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous selon les conditions générales et particulières.

2 – Ce cautionnement ne peut garantir d'autres engagements que ceux de la société ASSYSTEM France et ce, exclusivement dans le cadre d'un marché dont l'exécution se situe en France.

3 – Il est expressément stipulé que le présent engagement de caution n'entrera en vigueur qu'après qu'aient été apposées à la fois la signature de représentée par, signataires dûment habilités, et celle de la société ASSYSTEM France représentée par

Le présent engagement entrera en vigueur à l'encaissement de l'acompte par ASSYSTEM France.

4 – En exécution du présent engagement, paiera au bénéficiaire désigné aux conditions particulières les sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du remboursement de l'acompte, dans le cadre du marché désigné et ce dans les limites du montant indiqué aux conditions particulières.

5 – Validité : ce cautionnement sera libéré à la livraison des principaux équipements sur site, soit au plus tard le

Passé cette date, le présent engagement cessera de produire effet et sera de plein droit et automatiquement annulé, que l'acte soit restitué ou non.

CONDITIONS PARTICULIERES

1 – Bénéficiaire du présent engagement de caution :

2 – Au titre du Marché suivant :

N°, conclu le

Objet

Montant du Marché

3 – Montant de la caution : acompte représentant % du Marché

soit EUR

FAIT A LE



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	20/21	29/11/2010

MARSEILLE

ANNEXE 5 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI)

Champ d'application

La présente annexe au C.P.A. définit les modalités d'utilisation du Système d'Echange de Documents Informatisés (SEDI), service informatique permettant le classement, l'organisation et les échanges électroniques des documents liés à la réalisation des travaux du présent marché.

Le service BuildOnline sera utilisé par l'ensemble des intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage, les entreprises titulaires d'un marché de travaux et les sociétés titulaires d'un marché de prestations intellectuelles participant à l'exécution desdits travaux (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordonnateur SPS, AMO...)

L'abonnement à ce service et son utilisation constitue une clause obligatoire pour le titulaire d'un marché (entreprise individuelle ou mandataire d'un groupement)

L'utilisation du service BuildOnline aura des retombées positives pour l'ensemble des intervenants. Les bénéfices attendus sont les suivants :

- Accès aisé aux informations générales sur l'opération (annuaire des intervenants, documents généraux,...)
- Réduction des délais de transmission des documents
- Réduction des délais de validation en rappelant aux intervenants concernés les documents qu'ils ont à viser
- Economies d'affranchissement
- Economies de reprographie
- Réduction des coûts de non-qualité (assurance de travailler avec des plans au dernier indice, respect de règles communes, ...)
- Traçabilité des échanges (savoir exactement qui a envoyé quoi et à qui)
- Constitution progressive du dossier informatique qui sera livré aux gestionnaires de patrimoine à l'issue de chaque tranche.
- Sauvegardes régulières des documents

Les conditions d'utilisation du Service, auxquelles le titulaire d'un marché de travaux, aussi dénommé l'utilisateur, doit adhérer au titre de ses obligations contractuelles sont détaillées dans ce document.

Description du SEDI

Le principe du SEDI est fondé sur la centralisation des documents et des différents échanges relatifs à ceux ci sur une base de données commune à tous les intervenants du projet.

BuildOnline est un système informatique utilisable simplement grâce à un ordinateur type PC, connecté au réseau Internet.

Les principales fonctionnalités du service sont les suivantes :

- Gestion des documents
 - Contrôle des versions, comparaison graphique des versions
 - Révisions et annotations en ligne
 - Moteur de Recherche
 - Accès à l'information selon droit d'accès par dossier
- Gestion d'activités
 - Messagerie
 - Circuits de validation
 - Calendrier
 - Suivi des Travaux modificatifs
 - Levé des réserves
- Gestion de l'Histoire
 - Reporting projet
 - Alertes
 - Historique des actions

Conditions d'utilisation du SEDI



Contrat de sous-traitance					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	173	F	21/21	29/11/2010

MARSEILLE

1 - Modalités d'utilisation

Pour l'utilisation du SEDI, chaque Intervenant devra accepter et respecter les prescriptions décrites dans ce document. Ces prescriptions seront considérées comme acceptées à la signature des marchés.

Dans ce cadre, le titulaire demeure le seul interlocuteur de BuildOnline qui lui accorde un droit d'utilisation.

Toutes les obligations d'utilisation du service s'appliqueront à ces nouveaux utilisateurs, conformément aux prescriptions contractuelles.

Si le titulaire d'un marché souhaite commander davantage de prestations en cours d'exécution de son marché (augmentation du nombre d'accès, formations complémentaires, prestation de conseil...), il passera directement commande à la société CTSpace, fournisseur de la solution BuildOnline.

2 - Conditions générales d'accès au SEDI

Pour pouvoir se connecter au SEDI, les conditions suivantes sont nécessaires :

- disposer d'un poste informatique respectant les spécifications techniques minimales (PC Windows 98 ou supérieur, Internet Explorer 6 ou supérieur équipé d'une machine virtuelle Java)
- disposer d'une connexion Internet (haut débit)
- avoir suivi les formations requises : pour une utilisation optimale de l'outil les codes d'accès à BuildOnline seront nominatifs et délivrés uniquement aux personnes ayant suivi la formation « utilisateur »
- avoir configuré son poste en ayant suivi la procédure remise par CTSpace.
- respecter toutes les règles méthodologiques définies dans les pièces contractuelles

Le manquement à l'une de ces conditions annule toute possibilité de recours à l'assistance téléphonique utilisateur.

3 - Conditions financières d'accès au SEDI

Le financement du service est assuré par l'Entrepreneur Général / Compte Prorata (y compris la formation d'une personne par titulaire de marché). Toutes les formations complémentaires seront commandées et réglées par chaque Intervenant directement à BuildOnline au tarif suivant : 250 € HT / personne. Tout désistement moins de cinq (5) Jours Ouvrés avant le début de la formation entraînera la facturation du stage.

Les sessions de formation « utilisateur » peuvent être organisées au choix :

- sur site (5 personnes minimum + salle de formation informatique mise à disposition / durée approximative : 3h)
- par web-conférence (2 personnes maximum / durée approximative : 1h30)